

MONGONGO

Bimensuel 10 décembre 2010

N°30 450 FC

Les agents de l'Etat réclament 50 000fc non 35 000

Le mois de novembre a été marqué par les grèves et les marches des agents et fonctionnaires de l'Etat qui exigent l'uniformisation salariale au même titre que ceux de Kinshasa. Ils réclament les 15 000 fc supplémentaires dont ceux-ci bénéficient. Le chef de la fonction publique les avait assurés qu'ils toucheraient en octobre 50 000 fc au lieu de 35 000, ce qui n'a pas été le cas. Une semaine avant cette manifestation, les enseignants des écoles publiques avaient observé une grève de trois jours, pour les mêmes causes. Une délégation est allée à Kinshasa pour négocier avec le gouvernement central. Selon René Menga, de l'intersyndicale de la fonction publique qui en faisait partie, ils ne savent pas l'enveloppe salariale des quelque 15 000 agents de l'Etat de la P.O. Selon lui, «le gouverneur de province a exigé que les syndicalistes soient représentés au sein de la commission provinciale de paie pour éviter tout dérapage»



Rassemblement des fonctionnaires de l'Etat à l'hôtel de poste. Crédit photo Mongongo

Isiro, 1er décembre. Jubilé d'argent de la Bienheureuse Anoaalite Nengapeta

L'Eglise catholique commémore le 25e anniversaire de la proclamation de Marie Clémentine Anoaalite Nengapeta comme Bienheureuse. Tout a commencé le 30 novembre par un pèlerinage parti du cimetière où on avait enterré cette religieuse pour la première fois jusqu'à la cathédrale d'Isiro où repose aujourd'hui son corps. Plus de 4 000 fidèles venus de deux Kivu et de 9 diocèses de la Province orientale ont effectué ce pèlerinage. Une année jubilaire du 1er décembre 2010 au 1er décembre 2011 a été décrétée lors de la messe du 1er décembre. Monseigneur Marcel Utembi, archevêque de Kisangani, a indiqué qu'un sanctuaire sera construit à Isiro en mémoire de la bienheureuse Anoaalite Nengapeta et a invité les fidèles à beaucoup prier pour qu'elle soit proclamée Sainte. Le gouvernement provincial a remis 10 000 \$ et octroyé un terrain pour ce sanctuaire. Des activités culturelles et sportives ont aussi été organisées en marge de cette fête. Deux filles qui ont terminé l'une l'école primaire et l'autre l'école secondaire avec le plus grand pourcentage ont reçu respectivement chacune 500 et 1000 \$, prix accordé par le sénateur Lola Kisanga pour encourager les filles à étudier. On note aussi la tenue du premier conseil du gouvernement provincial à Isiro en marge de cette fête jubilaire. Enfin, 120 000\$ ont été alloués pour la réhabilitation de certaines infrastructures publiques et la poursuite des travaux de la route Nyanya-Isiro.

Richard Tandro

Illégaux, les jeux d'argent font des victimes

Depuis trois mois, les jeux d'argent se multiplient dans la ville ruinant de nombreux Boyomais attirés par des promesses de gains faciles. Bien que ces jeux soient interdits par la loi, leurs organisateurs ne sont guère inquiétés.

Le 25 novembre dernier, le vice-maire Albert Bonane, a demandé au service de renseignement (ANR) de suivre de près les jeux de hasard qui prolifèrent avec la bénédiction de certains éléments de l'armée et de la police. Ces pratiques étant interdites par la loi, le vice-maire demande que «les organisateurs de ces jeux soient traduits en justice», nous précise la source.

Depuis trois mois, dans des coins des rues et des grands carrefours, des foules s'agglutinent autour de jeux qui promettent des gains faciles. Quatre boîtes d'allumettes dont trois vides posées sur un carton et le joueur doit choisir la boîte remplie d'allumettes pour gagner ; ou trois cartes sur un carton entre lesquelles le joueur doit reconnaître le joker ; ou encore une bille jetée sur une table avec plusieurs compartiments qui désignent le nom du produit à gagner (sardines, biscuit,...). Les paris comme les gains sont en argent ou en nature. «Pariez 20, 30, 50, 100 \$ pour gagner le double, c'est facile», lance l'organisateur. Ils sont souvent en groupe de 2 ou 5 dont certains jouent pour convaincre les curieux et sceptiques à parier. Ils gagnent à tous les coups. Hypnotisés, les citoyens croient gagner de la même manière mais perdent tout.

Les animateurs seraient venus des provinces voisines et des locaux leur emboîtent les pas. Ils s'installent sur les rues principales d'accès au marché central : place Litete, magasin Congo futur, parking Kabondo ; au marché de l'IAT où arrivent bon nombre de paysans ; dans les communes également, notamment sur les 14^{ème}, 15^{ème} avenues et les marchés de la 11^{ème} et 15^{ème} Tshopo ; au quartier Kilanga et le PK 6 dans la commune Kisangani. Dans les quartiers, les jeunes gens ne jouent plus aux cartes ou aux jeux des billes par plaisir. Ils misent de l'argent. Cependant, l'appât du gain facile fait perdre des fortunes aux parieurs.



Atroupeement de gens au tour d'une table de jeu de hasard. Crédit photo Mongongo

d'université a du céder ses chaînettes. Le tenancier d'une boîte de nuit y a englouti 800 \$. Une fois pris au jeu, les gens continuent à jouer croyant récupérer leur argent, ce qui les enfonce d'avantage.... «Les villageois qui se ravitaillent en ville en sortent les mains sur la tête et des larmes aux yeux», témoigne un commerçant qui les voit stationner à ses côtés sur la place Litete.

«Les organisateurs multiplient les astuces pour que les rares gagnants ne partent avec l'argent. Ils les contraignent parfois à rejouer jusqu'à perdre» affirme un homme qui a gagné 20 \$ mais a été contraint de rejouer. Disputes, injures, bagarres sont fréquentes.

Illégalité et complicités

«Les jeux de hasard sont interdits dans les lieux publics ou ouverts au public ou dans tout autre lieu non clôturé sur lequel le public peut avoir directement vue. Le tenancier des jeux de hasard et le joueur encourrent une peine de deux mois au maximum plus une amende» stipule l'arrêté du gouverneur général du 19 janvier 1901 sur les jeux de hasard. Les tenanciers oeuvrent cependant sans inquiétude. «Ils bénéficient de la complicité de certains policiers et militaires», dénonçait l'animateur de l'émission «La Voix de la Police» sur les antennes de la RTNC, le 11 novembre dernier. Curieusement, cet officier a fait l'objet de menaces de certains responsables de la police, affirme un haut cadre de l'Inspection de la police. «En septembre, j'ai arrêté certains d'entre eux mais une autorité m'a instruit au téléphone de les relâcher», affirme un officier de police. Certains commerçants pactisent également avec ces promoteurs de gains faciles. «C'est de l'escroquerie. Les OPJ doivent les arrêter, les convoier au parquet», interpelle Ferdinand Ntabio, acteur de la société civile.

Le code pénal congolais en son article 98 punit de



Crédit photo Mongongo

Des parieurs perdants

Didier 17 ans sort le visage abattu du parking de Kabondo : «Je viens de perdre 5000 FC». Un motocycliste témoigne avoir perdu 100 \$. Un quinquagénaire séduit, a hypothéqué son téléphone. Il l'a perdu et se demande comment se justifier auprès de sa femme. En octobre dernier, une femme a vu s'envoler les 300\$ qu'elle venait de retirer dans une agence de transfert. L'épouse d'un professeur

trois mois à cinq ans de prison l'escroquerie et la tromperie qui consistent «à s'approprier une chose appartenant à autrui par des manœuvres frauduleuses en usant d'un d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, en abusant autrement de la confiance ou de la crédibilité».

Henri Paul Zamba

Si vous souhaitez envoyer vos vœux, annoncer un mariage, faire passer un communiqué de presse, lancer un appel d'offres ou faire de la publicité pour votre entreprise, contactez la rédaction de Mongongo sur 1/A, Avenue Tshatshi, Commune de la Makiso à côté de BEGO CONGO ou appelez nous au 081 513 55 11, 085 338 93 25, soit écrivez nous au journal_mungongo_kis@yahoo.fr

A LIRE EN PAGE...

1 - Illégaux, les jeux d'argent font des victimes
- Les agents de l'Etat réclament 50 000 fc et non...
- Isiro, 1er décembre...

2 - Main dans la main, les femmes musulmanes s'épanouissent
- Sculpteurs et peintres peignent à vivre de leur travail
- La ville en bref

3 - L'école gratuite coûte cher aux élèves et aux enseignants
- Réparateurs des téléphones ou bricoleurs
- Bunia se reconstruit et ...

4 - Bato mingi babungisi mbongo na masano...
- Wanawake wa kiislamu wamejunga kwa maendeleo

Main dans la main, les femmes musulmanes s'épanouissent

Depuis la création de certaines associations féminines, les femmes musulmanes se forment et travaillent à l'extérieur de leur foyer, ce qui était impensable il y a peu. Peu à peu, elles font valoir leurs droits jusqu'alors souvent bafoués.

Le Coran souligne que la femme est le principal support de la famille et de la société», note le cheikh Hamza, Iman adjoint de la mosquée centrale, chargé du développement communautaire. L'Imam Asumani précise de son côté que la parité est autorisée par le prophète Mahomet à condition de respecter le statut et le rôle de chacun.

Depuis 2008, des associations de développement créées par la communauté islamique et celles créées par certaines femmes elles-mêmes (Maman Umoja, Maman Upendo, l'Union des Femmes Musulmanes congolaises) font progresser les mentalités et permettent aux femmes d'exercer leurs droits, de contribuer au budget du ménage par leur travail, d'apprendre à lire et écrire. Bref de s'épanouir. Petit à petit, les hommes comprennent que le rôle de la femme ne se limite pas au foyer. Les jeunes filles, autrefois forcées à se marier précocement, sont encouragées aux études.

Selon Angelani Ukundji, dirigeante du Comité Provincial des Femmes Musulmanes (COPROFEM), le grand tournant est venu du 6e espace d'échange organisé à Kinshasa en 2008 par l'ONG «Alerte Générale». Son discours sur la chosification de la femme musulmane a suscité la prise de conscience de la délégation des hommes de la communauté islamique du Congo (COMICO).

«Nous avons associé au programme de maîtrise des principes coraniques, des activités de développement intégral et social de la femme», explique Angelani Okundji. Le centre d'apprentissage «Mamans Musulmanes» (MAMUS) regroupe une quarantaine de femmes formées au tricot, coupe et couture, alphabétisation, pâtisserie, fabrication de l'huile palmiste, savon. «Grâce à MAMUS je peux lire, écrire et effectuer des petits calculs lors de mes ventes d'huile palmiste», se réjouit Fatuma Alfani, membre de COPROFEM. De son côté, Bibi Sakina se sent importante car elle épaula son mari en payant les études des enfants en tricotant et fabricant des savons.

Des progrès notables et encourageants

«Mon mari m'autorise à continuer mes études d'infirmière après 10 ans de mariage» se réjouit aussi Djuma salama. Des comités des femmes musulmanes siègent aux côtés des «COMICO» des mosquées pour plaider la cause des femmes. «En 2007, les femmes musulmanes étaient en retard par rapport aux autres. Aujourd'hui, grâce à leur synergie, leur épanouissement est significatif», note Elisabeth Isikisiki, chef de division de genre, famille et enfant.

L'Imam Ismaël Simba de la mosquée de la Commune Tshopo, témoigne ainsi que l'ONGD, «Complexe Social pour le Développement de la Femme Congolaise» (CS-DFC) est classée en première position en RDC, pour sa production agricole, selon les estimations publiées par le PNUD. Selon Masida Musongela, la coordonnatrice, de 22 femmes musulmanes à ses débuts, la structure compte aujourd'hui une centaine de femmes de toutes confessions religieuses confondues et produit près de 900 t de semences (riz, maïs, soja,) sur 145 hectares.

Un long combat pour changer les mentalités

Peu à peu les mentalités changent. «A l'âge de 14 ans, mon père m'a présenté sept garçons entre lesquels je devais choisir un mari», témoigne ainsi une femme du Collectif des femmes. Après un an de mariage j'ai quitté le foyer avec un enfant. Je ne veux pas que ma fille subisse le même sort. «Grâce à notre association, les cheikhs (autorités religieuses) viennent d'annuler le mariage de mon époux avec une autre femme et nous ont réconcilié», se réjouit une autre femme. Selon Maggy Libebele, au cours de mois d'août, Le Collectif des Femmes a orienté auprès de la justice, deux familles musulmanes qui forçaient leurs filles aux mariages précoces. «Nous tentons de mettre fin à l'injustice que subissent les femmes longtemps marginalisées», confie cheikh Hamza.

Mustapha Mulonda

Sculpteurs et peintres peinent à vivre de leur travail

Les sculpteurs et les peintres ont bien du mal à vendre leurs objets d'art et leurs tableaux qui n'intéressent vraiment que les expatriés à la sortie des hôtels ou des bars. L'interdiction d'utiliser l'ivoire et l'ébène complique encore leur travail.

Dans le hall de l'Alliance franco-congolaise, seule une dizaine de personnes, principalement des journalistes ont répondu à l'invitation de l'artiste peintre Henri Soku Liandja. Du 16 octobre au 6 novembre, il y expose une trentaine de peintures qui retracent les scènes courantes des vies africaines comme ce tableau qui peint l'impraticabilité (seuls les motos et vélos ont droit de cité) de la route à Mungwère, centre d'encadrement situé à 136 km de la cité d'Isiro dans le district de Haut-Uélé. «Il y a peu d'intérêt de la population pour l'art et son faible pouvoir d'achat ne lui permet pas d'acheter des œuvres d'art», regrette l'artiste. Comme lui, beaucoup d'autres peintres et sculpteurs écoulent difficilement leurs oeuvres.

Rares sont les ventes

En l'absence d'un marché des œuvres d'art, les sculpteurs suivent les clients dans les hôtels et autres lieux fréquentés. Ils exposent devant l'hôtel «les Chalets», les résidences des onusiens, les grands restaurants et bars, à l'aéroport. Les artistes sillonnent la ville à la recherche du client. A l'entrée de l'hôtel Riviera, des masques, des statuettes d'éléphants et des rhinocéros, des cornes d'antilope, des maquettes des prestigieuses chutes Wagenia, des tableaux peints sont étalés à même le sol. «Ici, je réalise des fois 100 \$ par mois», témoigne Matuba Cleopha, sculpteur trouvé devant l'hôtel Riviera. Pas de quoi compenser le travail réalisé. «Les clients locaux n'achètent que de petits objets pour offrir en cadeau», relate Daniel Moeni trouvé dans un atelier à la Tshopo. C'est pourquoi, les artistes se déplacent et exposent leurs oeuvres dans des lieux fréquentés par des expatriés. Selon Pola Loyomo, «les Onusiens admirent la qualité des matières de fabrication et reconnaissent leur valeur artistique». (suite à lire page 4)



Un groupe des sculpteurs devant l'hôtel Riviera
Crédit photo Mongongo

LA VILLE EN BREF

Des meurtres inquiétants

Les jambes ligotées, les yeux troués, c'est dans ce triste état que les habitants du mont Kitenge dans la commune Makiso, ont trouvé, le 30 novembre dernier, la sentinelle de l'Institut de formation des cadres de l'enseignement primaire et secondaire. À côté de son corps, son vélo, son téléphone... «C'est la deuxième fois que nous avons à faire à ce type de meurtre», a déclaré Muzangi Dieudonné, chef de bloc Kitenge. Au quartier Plateau Boyoma, c'est la sentinelle des prêtres de Scholasticat qui est morte d'un coup reçu à la tête en novembre dernier. Quelques semaines avant, un avocat a été tabassé à mort sur l'avenue Mongala. Le chef de quartier plateau Boyoma, André Ndio, s'inquiète de cette résurgence des actes barbares. La réunion du comité urbain de sécurité, tenue le vendredi 3 décembre, a invité les bourgmestres à renforcer les dispositifs sécuritaires en cette période de fêtes de fin d'année. Le général Jean Claude Kifwa, commandant de la 9e région militaire, appelle la population à redoubler de vigilance et en collaborant avec l'armée et la police. En appelant au 085 44 55 213 ou 085 13 94 097 en cas de problème.

3 décembre : journée internationale des personnes vivant avec un handicap

«Vivons ensemble», «Je suis ton frère / ta sœur, facilite moi l'accessibilité, je suis capable de vivre seul», tels sont les slogans que scandaient les personnes vivant avec un handicap, le 3 décembre lors du carnaval organisé dans la ville par les associations qui les regroupent. Selon le père Martin Coenings, directeur du centre Simana, la majorité des 100 000 personnes handicapées en province orientale sont marginalisées à cause de leur état physique ou mental alors qu'ils sont des citoyens comme les autres. Toutefois, il se réjouit de la diminution du nombre de ceux qui mendient dans la rue. Signe que, petit à petit, ils s'intègrent et se prennent en charge. La ministre provinciale des Affaires sociales, Angèle Uvon promet que le gouvernement va s'investir pour qu'ils soient traités à égalité avec les autres. A l'occasion de cette journée, cinq prix de mérite ont été remis aux responsables des associations des personnes vivant avec handicap, dont le père Martin Coenings, Horine Otono de l'association des mamans handicapées, Kamonyo Botani du complexe scolaire Espoir des sourds et Jean-Janvier Ndumba de l'association des albinos.

Gouvernement provincial

3 novembre, le gouverneur Médar Aucai réaménage l'équipe du gouvernement provincial. Le nouveau entrant Roger Androzo gère les finances et l'économie. Wylli Mugisa ex ministre des Sports, Transport et Communication quitte le gouvernement. Jenny Shuwa qui l'Agriculture pour l'Énergie, Culture et Arts. Rigobert Gbotu, chapeaute le ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. Crispin Atama est ministre de l'Intérieur et de l'Ordre public, Jean Claude Esuka, de l'Agriculture, Affaires Foncières, Environnement, Développement rural et Porte-parole du gouvernement. Le Dr Vincent Okoyo, reste à la fonction publique et emploi. Armand Kasumba au plan, Budget, Industrie et Mines ; Raymond Tshedya, Travaux publics, Reconstruction, Habitat, Transport et Communication, Dr Angèle Uvon, Santé, Affaires sociales et Genre. Polydor Latigo, Enseignement primaire, secondaire et Professionnel. C'est le troisième remaniement ministériel depuis quatre ans.

Elections 2011

Prévu le 30 novembre, les opérations de révision du fichier électoral n'ont pas commencé dans la Province orientale. Selon Crispin Matanda chargé de communication de la CEI Kisangani, le déchargement du matériel électoral du bateau à l'entrepôt a pris deux semaines au lieu des trois jours prévus à cause de l'instabilité de l'électricité pour faire fonctionner les grues. La Monusco a pris deux semaines pour les vols de reconnaissance de pistes d'atterrissage dans les 24 territoires, ainsi que dans 3 territoires de la province de l'Équateur. Toutefois, le déploiement du matériel est presque fini et les membres des bureaux de liaisons sont nommés. Mais de nombreux bâtiments devant abriter ces bureaux nécessitent des travaux de réhabilitation. Le grand défi reste celui du transport du matériel dans les 1432 centres d'inscription, qui se fera par moto ou vélo, car la plupart des routes de cette immense province 503 000 km² sont impraticables. Certains centres sont à plus de 200 km du bureau de liaison. Reste ensuite l'acheminement du gazoil et lubrifiant pour faire fonctionner les générateurs. L'autre tâche restante est la formation des formateurs et des agents électoraux. Difficile pour le moment d'avancer une date précise pour le début de la révision de fichier électoral, fait savoir un agent de la CEI.

L'école gratuite coûte cher aux élèves et aux enseignants

(Syfia Grands Lacs/RD Congo) La gratuité des premières années du primaire a rempli les écoles congolaises. Mais, sans moyens matériels et avec des enseignants peu motivés et désorientés, cette réforme pose autant de problèmes qu'elle en résout.

Dans cette école, les 11 classes gratuites comptent au total 912 élèves inscrits cette année scolaire 2010-2011, presque le double de l'année précédente», constate le directeur de l'école primaire Kambakamba, une école conventionnée protestante de Kisangani à l'est de la RD Congo. La gratuité de l'enseignement dans trois des six niveaux de l'école primaire, décidée par le gouvernement à la rentrée scolaire explique cet afflux massif d'élèves. Pour le ministre en Province Orientale de l'Enseignement primaire et secondaire, Polydore Latigo : «C'est une décision salutaire qui a permis aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école, libérés des soucis de payer les différents frais scolaires et autres primes.»

Les parents d'élèves sont également satisfaits. «Mes cinq enfants vont cette année à l'école, même ma fille de sept ans a pu être inscrite en première année», se réjouit Jean Kikuni. La gratuité a en effet permis une plus grande scolarisation des filles. «Nous avons inscrit cette année 270 d'entre elles dans les quatre classes de la première année, alors qu'il n'y en avait que 97 au total l'an passé», se félicite le directeur de Kambakamba.

Mais, cette mesure pose aussi des problèmes. Dans les classes, les élèves sont à quatre sur un banc prévu pour deux. Ceux qui sont aux extrémités ne sont qu'à moitié assis, obligés d'écrire sur leurs genoux. Parfois, ils se mettent debout pour pouvoir enfin écrire sur le pupitre comme les deux autres... «Nous comptons cette année en moyenne 87 élèves par classe bénéficiant de la gratuité, contre 46 l'année écoulée», se plaint le directeur.



Une salle de classe de l'école primaire Kambakamba dans la commune de Kabondo. Crédit photo Mongongo

Le revers de la médaille

«Trop d'élèves en classe exige aussi beaucoup de travail et d'efforts d'encadrement de l'enseignant, déplore un prof qui a 63 élèves à gérer. Parfois, cela me donne envie de tout abandonner, si je pouvais trouver autre chose à faire !» D'autant que ce travail supplémentaire n'a pas fait grimper leur salaire. Au contraire. «Si le grand nombre d'élèves était assorti d'une majoration de la motivation des enseignants, la pilule serait facile à avaler. Malheureusement, la gratuité a entraîné aussi la suppression de la prise en charge des enseignants par les parents d'élèves», remarque un professeur syndicaliste, d'une école non conventionnée.

Les parents n'ont, en effet, plus à payer la prime des enseignants qui complétait leur maigre salaire depuis de longues années. A l'école Kambakamba comme dans beaucoup d'autres, «pour compenser cette 'perte', nous avons majoré la prime mensuelle des élèves des 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années», se justifie le directeur de cette école. Cette prime est passée de 1 500 l'année écoulée, à 2 500 Fc (1,6

à 2,7 \$) cette année. La prime a pratiquement doublé dans certaines écoles de Kisangani comme dans l'école primaire de Kabondo. «L'enveloppe de la prime que paient les parents de ces élèves des classes terminales est équitablement répartie entre tous les enseignants de l'école», précise son directeur qui équilibre ainsi le manque à gagner des enseignants des premières années.

Toutefois, la question du salaire des enseignants reste entière, si on ne veut pas pénaliser les élèves des dernières années du primaire. «Au début du mois d'octobre, les enseignants du primaire de la ville de Kisangani ont fait grève, explique l'enseignant syndicaliste. Ils réclamaient de l'Etat, leur employeur, deux choses : la majoration de leurs salaires et la libération des frais de fonctionnement des écoles». Les cours ont repris dans toutes les écoles, mais rien n'a été réglé. Les élèves sont beaucoup plus nombreux, les enseignants toujours aussi pauvres...

Vincent Baruani Mwenda

Réparateurs de téléphones ou bricoleurs ?

De mauvaise qualité, les téléphones portables, devenus indispensables aux Boyomais tombent souvent en panne. De nombreux bricoleurs tentent tant bien que mal de les réparer, mais souvent sans succès faute de formation spécifique. Les disputes avec les clients sont nombreuses.

Une table dans un coin de rue, des tournevis, un appareil de mesure, voilà de quoi s'improviser réparateur de téléphones. Et, avec le boom du cellulaire, c'est un métier où l'on ne chôme pas ! La qualité du travail de ces bricoleurs sans formation est pourtant loin de satisfaire les clients. La plupart des utilisateurs rencontrés se plaignent de devoir revenir plus d'une fois pour la même panne. «Après plusieurs rendez-vous, car il disait avoir oublié mon appareil à la maison, nous sommes-nous séparés en queue de poisson avec mon réparateur», dit Abel Mbula, qui a perdu son téléphone laissé chez un technicien il y a deux ans. «J'ai amené mon téléphone qui chauffait chez un réparateur qui n'a pas pu l'arranger. J'étais obligé de le lui laisser pour éviter des disputes», renchérit Didier Dhena Katikati, secrétaire à la division de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel. «La majorité n'a pas de formation en la matière», fait observer un étudiant en Relations Internationales de l'université de Kisangani.

Piètre qualité

Le téléphone portable est devenu un outil quotidien pour les habitants de Kisangani. Difficile de s'en passer. Même en plein culte, certains n'hésitent pas à le sortir pour recevoir un appel. Dans les rues, chacun joue avec son téléphone en mains. Le déroulement des réunions et des homélies est perturbé par les sonneries des appels téléphoniques. Depuis près de dix ans, cette nouvelle technologie s'enracine. Le prix du téléphone chute de jour en jour jusqu'à 20\$. Au marché noir, c'est encore plus bas. A 5 \$, on peut avoir un portable d'occasion. Les sociétés des téléphonies cellulaires, elles, organisent des ventes promotionnelles. Les boutiques de vente des appareils naissent à tous les coins de rue. Les Asiatiques sont les plus grands fournisseurs. Mais, tout le monde le constate,

la plupart de ces téléphones ne vivent que l'espace d'un matin, moins de trois mois. Certains tombent en panne le jour même de l'achat. Le vendeur ne donne d'ailleurs qu'une garantie de trois jours ! Pas étonnant donc que les réparateurs soient très sollicités.

Former des techniciens

Absence de sonnerie ou de réseau, volume faible, batterie qui se décharge rapidement, touches et display bloqués, absence ou insuffisance de lumière, décodage... autant de plaintes des utilisateurs. Les réparateurs d'appareils électroménagers se convertissent en réparateurs de téléphones et les jeunes se jettent à l'eau en tâtonnant. Certains dépècent le téléphone et sont incapables de le remettre en état d'autant qu'il n'existe pas de notices d'utilisation. Ce qui suscite parfois des querelles entre réparateurs et clients.

«La réparation des téléphones me paraît plus aisée et rentable que celles des montres et des calculatrices», témoigne Papa Mutoro, installé au marché central à côté du magasin Chine-Congo. Rares sont ceux qui ont suivi des formations et disposent d'ateliers organisés. «Nous avons un ordinateur avec un programme approprié qui repère les pannes des téléphones. Nous étions formés comme ingénieurs informaticiens venus de Kinshasa», déclare Patrick Ekodi, de la Clinique Mobile, un atelier professionnel. Son collègue Nico de la maison Electro-Congo suit une formation à distance depuis 2007.

Si l'on parvenait à ouvrir les écoles de métiers pour ces jeunes, spécialement en électronique avec des formateurs qualifiés; cela pourra améliorer la situation et mettre un terme aux disputes, dit D. D. Katikati.

Armand Makanisi

Bunia se reconstruit et se développe

L'entrée de la cité de Bunia, (800 km à l'est de Kisangani) dans le district de l'Ituri, de belles maisons, magasins, galeries construites en étages vous accueillent. Le bureau administratif du district, mis à sac pendant les guerres de la dernière décennie, a été réhabilité en 2009 par la Coopération technique belge, de même que celui du chef de la cité de Bunia. Les bureaux de la police ont été reconstruits par le PNUD de même que l'hôpital général, des écoles, des ponts.

Le marché central est rempli de monde. Selon Laiko Jean-Claude secrétaire de la Fédération des Entreprises du Congo «D'une soixantaine en 2004 le nombre des boutiques et magasins est évalué actuellement à plus de 400». La présence massive des ong internationaux favorise la relance économique de cette cité qui pendant près de 10 ans a subi la guerre marquée par des viols, pillage, faisant des milliers de déplacés et réfugiés.

Du coup le prix des terrains est en hausse. Au quartier Muzipela, «la parcelle se vend jusqu'à 8 000\$, contre 2500 à 3000 vers les années 2003», précise Angel Gamala, habitant du sous-quartier Bingo 2. La plupart de

ces constructions appartiennent aux privés surtout les employés des organismes internationaux. Le changement perceptible est motivé aussi par la perspective de l'érection du district de l'Ituri en province, selon un notable de Bunia.

Selon les statistiques de la CEI de novembre dernier, la cité de Bunia compte de 383 613 habitants, une croissance démographique de l'ordre de 25% par rapport à 2007, affirme le responsable local de la CEI. La population vit du petit commerce, de l'agriculture et de l'élevage et approvisionne Kisangani en vaches, haricots, poissons salés, oignons...

Toutefois, les vols à main armée sont fréquents surtout dans les quartiers périphériques de Rwambuzi, Lembabo, Simbilyabo et Saio où le nombre de postes de police a été augmenté. Serge Losa, vice maire de Bunia, espère que l'opération de récupération volontaire des armes détenues par les gens à leur domicile contre 100 \$, ramènera la sécurité.

Nathacha Kongolo

Bato mingi babungisi mbongo na masano mayebani na leta te

Esali sanza misato, masano ma mbongo mazali kosanema mingi o engumba. Mingi babungisi mbongo ya bango. Ata ko masano mana mapekisami, bankolo masano naino basambi te.

Mwa 25/11/, vice – maire Albert Bonane asengaki na ANR (service de re-enseignement) ‘te elanda malamau masano mana mazali kokoba na lisalisi lya boko basoda na bapulusu. Lokola mobeko epekisi masano maye , vice-maire asengi ‘te bakamba bankolo masano na bazuzi.

Esali sanza misato, na nsuka ya balabala to na bisika binene, bato baike bayaka kosana masano maye mazali kolakela bato mbano. Boîte 4 ya fofolo (allumettes) kati na yango 3 izangi fofolo ; bakotiya yango likolo lya carton mpe mosani mpo alonga, asengeli kopono boîte ezali na fofolo. To cartes 3 itiyami likolo lya carton ; mosani asengeli mpo alonga, kozwa carte eye ezali na jocker. Lisusu, bille moko babwaki likolo lya meza na nkombi iye (sardines, pilchards, biscuits.) Esika bille elakisi nde eloko osengeli kozwa ; soko te mbele ozangi. Mpo ya kosana bapesaka liboso mbongo to eloko moko. Se ndenge moko mbano ekozala mbongo to eloko moko. « Soko opesi 20, 30, 50, 100 \$ okozwa mosolo moleki wana mbala mibale, ezali makasi te» elobi mokolo lisano. Bazalaka mingi bato 2 to 5. Bakobanda kosana mpo ya kosenginya baye bazali na ntembe mpo bakoka koyoka mposa ya kosana. Bango balongaka mbala inso bazali kosana. Awa bakweyi na masenginya, bakosana na elikya ya kolonga nzokande bakobungisa manso bazalaki na yango.

Masano maye mauti na bituka bisusu. Awa bana Kisangani bamekoli mango. Basanaka na balabala izali kokamba na zando enene : na nzela ya Litete, pene na magasin Congo futur, na parking ya Kabondo, na zando ya IAT wapi baloni bilanga bazali mingi. Bazali na communes inso mingi na 14è, 15è avenue mpe na zando ya 11è na 15è Tshopo, na quartier Kilanga mpe na PK 6. Na baquartier, bilenge basanaka lisusu te carte to bille mpo ya kosepelisa nzoto kasi ekomi se ya mbongo. Nzokande batiyaka mosolo na elikya ya kozwa mingi kasi bazwaka eloko te na nsuka ya lisano.

Babeti zeke babungisi mosolo

Didier, mbula 17 abimi na mawa o parking ya Kabondo. “ Nauti kobungisa 5000Fc

“. Motambwisa tukutuku moko ayebebi ‘te abungisaki 100\$. Moto moko wa mibu 50 apesaki téléphone ya ye kasi abungisaki yango nsima ya lisano. Sika ayebebi te eloko nini akokende koyebisa mwasi wa ye. Na sanza ya zomi, mwasi moko abungisaki 300\$ na lisano liye nsima ya ye kozwa mosolo moye bamotindelaki. Mwasi moko wa professeur ya université apesaki chaînettes ya ye na lisano lina. Moto moko akozalaka na boîte de nuit apesaki 800\$ mpo ya kosana. Elengi ya lisano etindaka ‘te bakoba na lisano na elikya ya kozwa mbongo batiyaki nzokande bazali se kobungisa lisusu koleka. «Bato bautaka mboka bazongaka na kolela,» elobi moko moto wa mombongo atekaka pene na Litete.

Masano maye masanemaka na lisalisi lya boko bato

Mobeko epekisi kosana masano maye polele. Bankolo masano na basani bakoki kozwa etumbu ya sanza 2 na lomande engebene na mokanda motiyamaki maboko mwa 19 / 01/1901 na gouverneur général likolo lya masano maye. Lelo bankolo masano bazali kokoba mosala mwa bango na kimia enso. « Boko bapulusu na basoda bandimelaka bankolo manso» émission LA VOIX DE LA POLICE ya RTNC elobaki likambo liye mwa 11/11/2010/ Kasi officer ona azwaki mikakatano na bakonzi ba inspection ya police. « Na sanza ya libwa, nakangaki boko bankolo masano kasi mokonzi moko wa pulusu abengaki ngai na téléphone mpo na tika bango ,» elobi moko officier ya pulusu. Boko bato ba mombongo bayokanaka mpe na bankolo mansano mana. « Ezali bokosi. Ba OPJ basengeli kokanga mpe kotinda bato bana na parquet, “ elobi Ferdinand Ntabio, wa société civile.

Buku ya etumbu (code pénal) na eteni ya 98 elengeli etumbu banda sanza misato kin’o mbula 5 ya boloko na makambo matali kokosa bato mpe mayele mabe ya koluka kobotolo minga biloko na bolakelaka ye makambo ndenge na ndenge makopesa ye elikya.»

Henri Paul Zamba

Wanawake wa kiislamu wamejiunga kwa maendeleo

Tangu kuundwa kwa vikundi vya wanawake, wanawake wa kiislamu wamejifunza na kufanya kazi kama wengine mbali na nyumba zao. Jambo ambalo halikuwahi kufanyika zamani. Wake hao wametetea haki zao zilizozarauliwa tangu zamani.

Kur’ani « coran » imesema kuwa mwanamke ni nguzo ya jamaa pamoja na jamii », amesema shee Hamza, Imamu wa muskiti mkubwa anayehusika na maendeleo. Imamu Asumani anaongeza kuwa mtume Muhamadi hakukataza mke na mme kutumika pamoja « parité », ila lazima kuheshimia hali na kazi ya kila mmoja.

Tangu mwaka 2008 vikundi vya maendeleo vilivyoundwa na waislamu kukiwemo vile vya wanawake (Maman Umoja, Maman Upendo, Union des Femmes Musulmanes Congolaises), vinafanya wanawake kuongeza akili ya kutetea haki zao, kujifunza kusoma na kuandika pia kuchangia katika kulisha jamaa kutokana na kazi wanazozifanya. Waume zao wameanza kuelewa kuwa kazi ya mwanamke siyo tu nyumbani. Watoto wanamke ambao zamani walikazwa kuolewa, wametiwa moyo kusudi wasome.

Kwa mjibu wa Anjelani Ukundji, kiongozi wa COPROFEM (Comité Provincial des Femmes Musulmanes), mabadiriko yalianza kuonekana mwaka 2008 wakati kikundi cha « Alerte Générale » kiliongoza mkutano ulioitwa « 6ème Espace d’échange» pale Kinshasa. waliposikiya mambo yaliosema juu ya kumzarau mwanamke ujumbe wa wanaume COMICO walio-kushiriki huko walielewa haki za wanawake.

«Tulizunguzia kanuni za kur’ani kufuatana na maendeleo kamili ya wanawake» amefasiria Ange-lani Ukundji. Wanawake karibu 40 wamejifunza ku-

soma na kuandika, kushona manguo, kupika mkate, mafuta pia sabuni « ya kifula » kunako Centre d’Apprentissage des Mamans Musulmanes (MAMUS). «Kwa msaada wa centre MAMUS naweza kusoma, kuandika na kufanya hesabu vizuri franga ya mafuta ya ngazi » amenena kwa furaha Fatuma Alfani, mwanamemba wa COPROFEM. Upande wake Bibi Sakina amesema kuwa kazi yake ya kushona na kufanya sabuni leo imemsaidia mme wake kulipa masomo ya watoto.

Maendeleo kamilifu

«Kisha miaka 10 ya ndoa mme wangu ameniruhusu kuendelea masomo ya kiganga», amesema kwa furaha bibi Djuma Salama. Makundi ya wanawake yameshiriki katika mikutano ya COMICO (Comité Islamique du Congo) muskitini ili kutetea haki zao mbele ya wanaume. « Mwaka 2007 wanawake wa kiislamu walikuwa nyuma ya wanawake wa makani nisa ingine. Leo sababu ya umoja wao wanawake wa kiislamu wameendelea kikamilifu», amenena Elisabeth Isikisiki kiongozi wa Division de Genre, Famille et Enfant.

Imamu Ismaël Simba wa muskiti wa mtaa wa Tshopo ameshuudia kuwa kundi la CSDFC (Complexe social pour le Développement de la Femme Congolaise) limekuwa la kwanza inchini katika kazi ya kilimo kufatana na tangazo la shirika PNUD. Bibi

Masida Musongela, msimamizi wa CSDFC, amesema kuwa mwanzo kundi lao lilikuwa na wana-memba 22 peke yake, leo wamekuwa karibu mia moja kutoka dini mbalimbali. Wake hao wamevuna karibu toni 900 ya mpunga, mihindi na soja katika shamba ya 145 hectares.

Bado yafaa mafunzo zaidi kwa kubadilisha tabia

Polepole akili ya watu imebadilika. «Baba yangu alinionesha watoto wanaume 7 na kuniomba nimchague atakayekuwa mme wangu nikiwa bado na miaka 14» amesema bibi mmoja wa Collectif des Femmes. «Mwaka mmoja, kiisha kuzaa mtoto mmoja nikaachana na mme wangu. Sitapenda motto wangu mwanamke ateswe kama mimi». “Kufatana na maombi ya Collectif des Femmes viongozi wa dini ya kiislamu wametuskilizaisha na meme wangu kisha kuvunja ndoa aliyeyunga na mwanamke mwingine” amesema na furaha mwanamke mwingine. Maggy Libebele amesema kuwa mwezi agosti Collectif des Femmes iliongoza mahakamani jamaa mbili ya kiislamu kwa sababu ya kuwakaza watoto wao wanawake kuolewa mbele ya wakati. «Niya yetu ni kumaliza tabia ambayo tangu zamani imemtenga mwanamke» amesema shee Hamza.

Moustapha Mulonda

(suite de la page 2)

Le long de la route Buta qui mène au pont Tshopo, devant les maisons d’habitation dans des ateliers en bambou et planche couverts de paille ou de tôle, des objets d’arts rangés sur des étagères attirent les passants. D’après Roger Topi, président de l’association des sculpteurs de Kisangani, «ces ateliers existent depuis 1965». La valeur des objets exposés dans chaque atelier s’élève autour de 1500\$. Difficile pour l’artiste de vivre de son métier quand il peine à vendre pour 100 \$ par mois. «Vers les années 1982 et 86, j’ai parcouru le Cameroun, la République Centre africaine, le Nigeria pour vendre mes objets d’arts. J’ai rapporté l’équivalent de 4 motos de marque Yamaha», témoigne nostalgique Roger Topi.

Des cornes de vache plutôt que de l’ivoire

L’autre difficulté réside dans l’approvisionnement en matières premières. L’éléphant est déclaré espèce animale à protéger en RDC pour éviter sa disparition. Ses défenses sont aujourd’hui remplacées par de la corne ou des os de vache ou d’antilope, l’ébène par du bois ordinaire ce qui attire moins la clientèle. «La pointe d’ivoire, le bois noir appelé ébène, ... sont devenus rares», s’inquiète Pola Loyomo, de l’atelier «Libération». «Les défenses d’éléphant, ses os, sa peau se vendent clandestinement», ajoute le président, Roger Topi. Pourtant comme le

souligne, Adélarde Kombozi «ce sont les objets d’art en pointe d’ivoire, rhinocéros et en minerais qui sont les plus prisés. Les gens viennent de Kinshasa pour les acheter et les revendent en Afrique du sud». Mais ces animaux étant protégés, les Européens et Américains ne peuvent pas en faire rentrer dans leurs pays sans risquer de lourdes amendes. «Vers les années 1980, l’Office National d’Ivoire procédait à la vente publique des pointes d’ivoire saisies et d’éléphants morts et un artiste avait droit à 20 kg par an», se souviennent Roger Topi et Simon Bitolo, les plus anciens dans le métier.

Fin septembre dernier, l’Agence nationale de renseignement (ANR) a saisi à Kisangani, une quantité importante de pointes d’ivoire dissimulées dans des casiers vides de bière dans un camion en provenance d’Aru, dans le district de l’Ituri, rapportait la radio Okapi.

Face à cette précarité, l’Etat, par la division de la culture et des arts peine à recouvrer sa taxe annuelle de 10 000 fc due par chaque atelier explique Madame Adeito, comptable de la division. Le président de l’association déplore aussi le manque de matériels appropriés et d’électricité. Ils continuent à utiliser manuellement les limes, les ciseaux, les marteaux.

David Malisi

Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Moustapha Mulonda, Lambert Lambé, Nathasha Kongolo, Nadia Mideso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Cosmas Mungazi, Armand Makanisi, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l’Information et de la Communication/Unikis)

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay

Ubundu : Fidèle Utula

Bondo : Vermont Kote

Isiro : Richard Tandro

Buta : Collard Limbombe

Traduction :

Lingala : Pierre Komba

Swahili : Jean Fundi

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international

Mail : contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel (24 numéros)

20 \$, abonnement de soutien 50 \$ minimum .

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l’Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani